



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS

2 T RUE DU CHATEAU
BATIMENT KASTLE
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : 2026_0041
Code AIOT : 0006200381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS implanté 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 Ludres. L'inspection a été annoncée le 01/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur les conditions d'application des meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de surfaces utilisant des solvants, reprises par l'arrêté ministériel du 3 février 2022 et adaptées en partie par l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIUM METAL PACKAGING France SAS

- 131 rue Augustin Fresnel Zone Industrielle - BP 50013 54712 Ludres
- Code AIOT : 0006200381
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIVIUM PACKAGING FRANCE SAS fabrique des couvercles et des fonds de boîtes en métal appertisés. L'établissement relève du régime de l'autorisation, et est réglementé par l'arrêté préfectoral n°2010/221 du 15 juillet 2010, modifié le 20 octobre 2025 suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de surfaces utilisant des solvants.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Indépendamment des constats opérés lors de la visite d'inspection, il ressort que certaines dispositions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 sont inadaptées, l'encadrement des substances visées à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 n'étant plus requis.

Un projet d'arrêté complémentaire révisant cet article est proposé en marge du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation de l'emploi de substances dangereuses	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Valeurs limites d'émission (COV)	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Programme de surveillance des émissions	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 9.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Emissions lors d'OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Valeurs limites d'émissions	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(NOx, CO, CH4) après incinération		
4	Emissions totales de COV	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.2	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.3	Sans objet
7	Consommation spécifique d'énergie	AP Complémentaire du 20/10/2025, article 23.3	Sans objet
8	Stockage et manutention des matières premières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence le non-respect de certaines valeurs limites d'émissions fixées par la réglementation, concernant les composés organiques volatils : COV totaux au droit de la vernisseuse V06, mais aussi des COV disposant d'une mention de danger "cancérigène", au droit des vernisseuses V02 et V09. Cette non-conformité n'a pas été identifiée par l'exploitant, en partie du fait que les rapports de contrôle n'ont pas pris en considération les prescriptions nationales applicables.

Ce constat à mettre en perspective avec celui qui a été fait d'une augmentation des quantités de produits utilisés comportant une fraction de COV, alors que la substitution doit être avant tout recherchée. Par ailleurs, l'efficacité des dispositifs de traitement thermique des COV doit aussi être recherchée, *a fortiori* si la substitution des COV spécifiques n'est techniquement ou économiquement pas possible.

Enfin, il est attendu de l'exploitant qu'il veille à ne pas dériver dans le calendrier de contrôle annuel des rejets dans l'atmosphère. En particulier, il est attendu de la prochaine campagne de mesures qu'elle soit l'occasion de statuer sur un retour à la conformité des rejets ; à défaut l'exploitant devra prendre les mesures nécessaires pour satisfaire aux valeurs limites d'émissions qui s'imposent à ses installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation de l'emploi de substances dangereuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Conclusions MTD - BREF STS
Prescription contrôlée : Dans le cas de mise en œuvre de substances dangereuses (en particulier les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classes cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction) sont

remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.

Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, des dispositions particulières sont prises pour substituer ces substances, ou en cas d'impossibilité, limiter et quantifier les émissions diffuses : capotages, recyclages et traitement, maîtrise des pressions relatives.

Constats :

La lecture des plans de gestion des solvants (PGS) établis pour le compte des années 2023 et 2024 met en évidence :

- l'utilisation de 584 kg de solvants à mention de danger spécifique (H341, H350, H360F etc.) en 2023
- l'utilisation de 1043 kg de solvants à mention de danger spécifique en 2024, avec identification de références nouvelles.

Pourtant, cette augmentation significative (près de +80%) de l'utilisation de solvants à mention de danger spécifiques ne s'accompagne pas d'une consommation globale de produits à base de solvants ni d'une augmentation de la production : au contraire la consommation de produits a diminué entre 2023 et 2024, passant de 754 tonnes à 647 tonnes (-14%), et la production a quant à elle diminué de près de 21%.

L'exploitant explique qu'il arrive, pour certaines références de produits, que la composition soit modifiée par les fournisseurs et que cela soit découvert lors de la vérification des Fiches de Données de Sécurité, pour lesquelles l'exploitant assure une veille annuelle. De plus, l'exploitant indique que le choix des produits utilisés ne se fait pas forcément au niveau du site (service achats centralisé) et que la validation des compositions de produits s'effectue au niveau du centre de recherche de Crosnières (72).

Enfin l'exploitant précise qu'en 2025 cette consommation de produits a baissé, et que des recherches de substitution sont toujours en cours (la substitution passée du bisphénol A pose un nouveau problème avec la présence de formaldéhyde selon l'exploitant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier, par le biais du Plan de Gestion des Solvants à établir pour l'année 2025, la réduction de la consommation de produits à base de solvants à mentions de dangers spécifiques (CMR : H340, H350, etc.), et d'établir un point précis des recherches en cours sur la substitution des produits actuellement utilisés.

A défaut de réussir à substituer tous les produits, l'Inspection insiste sur le fait qu'il convient au moins de ne pas faire entrer de nouvelles références de produits présentant ces mentions de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émissions (NOx, CO, CH4) après incinération

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'atmosphère		
Prescription contrôlée :		
Les rejets doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes :		
	Paramètres	Valeurs limites d'émission (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
Vernisseuse V02	NOx (mg/Nm ³ éq.NO ₂) CO (mg/Nm ³) CH4 (mg/Nm ³)	100 100 50
Vernisseuse V06	NOx (mg/Nm ³ éq.NO ₂) CO (mg/Nm ³) CH4 (mg/Nm ³)	100 100 50
Vernisseuse V09	NOx (mg/Nm ³ éq.NO ₂) CO (mg/Nm ³) CH4 (mg/Nm ³)	100 200 jusqu'au 31/10/2026 50
Constats :		
<p>Le contrôle des rejets n'ayant pas été effectué en 2025, au jour de la visite d'inspection, le constat de conformité s'établit au regard des rapports de contrôle des rejets réalisés en 2023 et 2024. S'agissant des vernisseuses V02 et V09, le référentiel réglementaire en vigueur était alors constitué de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2010, tandis que pour la vernisseuse V06 dont le dispositif de traitement thermique des COV a été mis en service en 2015, le référentiel réglementaire en vigueur était :</p> <ul style="list-style-type: none">- en 2023, l'arrêté ministériel du 2 février 1998- à compter du 9 décembre 2024, l'arrêté ministériel du 3 février 2022		
Les valeurs limites d'émission étaient alors ainsi les suivantes :		
Paramètres	Valeurs limites d'émission (moyenne journalière ou moyenne sur la	

	(moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOx (mg/Nm ³ éq.NO ₂)	100
CO (mg/Nm ³)	100
CH4 (mg/Nm ³)	50

- Contrôle des rejets en 2023 - contrôle effectué du 13 au 17 novembre, rapport édité par l'organisme APAVE le 20/12/2023 : seuls les rejets de monoxyde de carbone issus de la vernisseuse V09 sont non conformes : valeur mesurée le 13/11 : 181 mg/m³. (une contre-mesure effectuée le 16/11 confirme la non-conformité : valeur mesurée 146 mg/m³)
- Contrôle des rejets en 2024 - contrôle effectué du 10 au 12 décembre 2024 + 13 février 2025, rapport édité par l'organisme APAVE le 05/03/2025 : seuls les rejets de monoxyde de carbone issus de la vernisseuse V09 sont non conformes : valeur mesurée 136,5 mg/m³.

Considérant l'aménagement octroyé par l'arrêté complémentaire du 20 octobre 2025, à savoir une valeur limite d'émission fixée à 200 mg/m³ jusqu'au 30 octobre 2026, au regard du changement prévu de l'installation de traitement thermique, l'Inspection propose de ne pas engager de suite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites d'émission (COV)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Les rejets contenant des substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, ainsi que les COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 doivent respecter les valeurs limites suivantes :

conduit	Paramètres	Concentrations m a x i m a l e s i n s t a n t a n é e s (mg/Nm ³)	Flux horaire maximal (kg/h)

Oxydateur V02	<ul style="list-style-type: none"> • C O V T (exprimé en C total) 20 • C O V à mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dont formaldéhyde et 2-méthoxypropanol) 2 • COV annexe III (dont phénol et crésol) 20 	-	0,01	0,1
Oxydateur V06	<ul style="list-style-type: none"> • C O V T (exprimé en C total) 20 • C O V à mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dont formaldéhyde et 2-méthoxypropanol) 2 • COV annexe III (dont phénol et crésol) 20 	-	0,016	0,16
Oxydateur V09	<ul style="list-style-type: none"> • C O V T (exprimé en C total) 20 	-		

	(exprimé en C total)	20	-
	• C O V à mentions de dangers H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dont formaldéhyde et 2-méthoxypropanol)	2	0,024
	• COV annexe III (dont phénol et crésol)	20	0,24

NB : la valeur limite en concentration se rapporte à la somme massique des différents composés.

Constats :

Le contrôle des rejets n'ayant pas été effectué en 2025, au jour de la visite d'inspection, le constat de conformité s'établit au regard des rapports de contrôle des rejets réalisés en 2023 et 2024.

Le référentiel réglementaire en vigueur était alors constitué de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2010, pour l'encadrement des rejets issus des vernisseuses V02 et V09 (pour la vernisseuse V06, le dispositif de traitement thermique des COV n'a été mis en service qu'en 2015). En plus, et indépendamment de ces dispositions de l'arrêté préfectoral, le référentiel réglementaire était également constitué par :

- en 2023, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux installations et activités utilisant des solvants organiques (traitant du cas des COV à mentions de danger),
- à compter du 9 décembre 2024, l'arrêté ministériel du 3 février 2022 et l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux installations et activités utilisant des solvants organiques (traitant du cas des COV à mentions de danger)

Étant entendu que la valeur la plus contraignante s'applique.

Ainsi, jusqu'au 8 décembre 2024, il n'y avait pas de valeur limite d'émission en concentration opposable pour les COV (COVNM) du fait de la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions. Néanmoins, l'émission de COV spécifiques était encadrée à hauteur de 2 mg/m^3 pour les COV à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (dès lors que le flux total émis excède 10 g/h), et à hauteur de 20 mg/m^3 pour les COV à mentions de danger H341 ou H351.

- Contrôle des rejets en 2023 - contrôle effectué du 13 au 17 novembre, rapport édité par l'organisme APAVE le 20/12/2023 : les rejets de COVNM au droit du conduit V06

présentent une concentration de 73,8 mg/m³ soit au-dessus de la valeur limite d'émission théorique (20 mg/m³) ; toutefois le respect de l'émission cible dans le cadre du schéma de maîtrise des émissions conduit l'Inspection à ne pas relever d'écart. S'agissant des COV spécifiques, les rejets doivent être conformes aux valeurs limites d'émission.

Depuis le 9 décembre 2024, l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 implique que le paramètre suivi pour les COV ne sont plus les COV non méthaniques, mais les COV totaux. En outre le schéma de maîtrise des émissions n'est plus reconnu.

- Contrôle des rejets en 2024 - contrôle effectué du 10 au 12 décembre 2024 + 13 février 2025, rapport édité par l'organisme APAVE le 05/03/2025 : les rejets de COVT ne sont pas conformes au droit du conduit V06, la valeur mesurée 46,4 mg/m³ dépassant la limite de 20 mg/m³. De plus, une non-conformité apparaît sur le paramètre formaldéhyde (substance classée H350) au droit de la vernisseuse V02 (valeur mesurée 2,32 mg/m³) ainsi qu'au droit de la vernisseuse V09 (valeur mesurée 29,34 mg/m³). La contre-mesure effectuée le 12/02/2025 au droit du conduit V09 fait état d'une concentration de 5,91 mg/m³, ce qui constitue toujours une non-conformité. A noter que le flux émis au droit des conduits V02 et V09 excède le flux de 10 g/h, rendant ainsi opposable la valeur limite de 2 mg/m³.

Remarque : le rapport de l'organisme APAVE n'a pas identifié de non-conformité des rejets, - concernant les COV totaux, du fait que l'arrêté préfectoral de juillet 2010 ne fixait aucune valeur limite au droit de ce conduit (pour rappel, l'installation de traitement thermique date de 2015), alors que l'arrêté ministériel du 3 février 2022 (voire celui du 2 février 1998 aurait dû servir de référence) - concernant les COV spécifiques (formaldéhyde), du fait d'une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ qui figurait dans l'arrêté préfectoral de 2010. Or c'est bien l'arrêté ministériel du 13/12/2019, plus récent, qu'il convenait de prendre en considération. L'arrêté complémentaire du 20 octobre 2025 est venu corriger l'arrêté préfectoral de 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il respecte les valeurs limites d'émissions fixées pour les COV à mention de danger CMR.

En lien avec le constat n°1, l'exploitant doit rechercher à substituer les produits à l'origine de l'émission de formaldéhyde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Emissions totales de COV

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'atmosphère

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	valeur limite d'émissions (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV, calculé d'après le plan de gestion des solvants (g de COV par m ² de surface revêtue/imprimée)	3,5

Constats :

La prescription a été étudiée sur la base du Plan de Gestions de Solvants établi pour le compte de l'année 2024. A noter également que le ratio fixé par l'arrêté préfectoral est issu de l'arrêté ministériel du 3 février 2022, entré en application le 9 décembre 2024.

Sur la base des informations recueillies : émissions totales = 56490 kg, et surface revêtue = 26 613 251 m², le ratio est de 2,12 g COV/m².
Ces données confortent les éléments du dossier de réexamen, pour lequel l'exploitant s'était positionné favorablement sur le respect du ratio.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'atmosphère - bilan

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants de ses installations.

Le plan de gestion des solvants est transmis pour le 30 mars de l'année (n+1) à l'inspection des installations classées par l'exploitant, qui doit l'informer des actions mises en place visant à réduire la consommation de solvant sur le site.

Constats :

Le Plan de Gestion des Solvants est établi annuellement par l'exploitant, et communiqué à l'Inspection via la déclaration annuelle des émissions sur l'outil dédié GEREP.
Les PGS pour les années 2023 et 2024 ont respectivement été adressés les 04/04/2024 et 10/04/2025.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a étayé la méthodologie employée pour élaborer ce PGS ; cette méthodologie n'appelle pas d'observation de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Programme de surveillance des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'atmosphère

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants visés au chapitre 8 suivant, entre autres, les modalités de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, en particulier sur la mesure en continu de la température dans les chambres de combustion des oxydateurs thermiques et/ou incinérateurs.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. La mesure des émissions de polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.

Les bilan des mesures est transmis dans le mois suivant leur réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

S'agissant des installations exploitées (vernisseuses avec dispositif de traitement thermique des émissions de COV), l'arrêté ministériel du 3 février 2002 fixe une surveillance annuelle pour les émissions de COVT, de NOx et CO sortie oxydateur, et renvoie vers l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 pour les COV spécifiques, avec là encore une fréquence annuelle de surveillance. Comme évoqué dans les constats n°2 et 3, la surveillance des émissions a été réalisée en 2023 (du 13 au 17 novembre) et 2024 (du 10 au 12 décembre). Cependant, le contrôle des rejets dans l'atmosphère pour le compte de l'année 2025 n'a pas encore eu lieu, l'exploitant a indiqué que cette campagne a été planifiée à la fin du mois de janvier 2026 ; cela ne satisfait donc pas à l'obligation de contrôle annuel des rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la visite d'inspection, il a été indiqué à l'exploitant que les mesures qui seront effectuées en janvier 2026 devront bien compter pour l'année 2025, et qu'un second contrôle des rejets sera à planifier en 2026.

Afin de s'affranchir des éventuelles contraintes de fonctionnement pouvant induire des mesures non représentatives des conditions d'exploitation, ou de l'indisponibilité des laboratoires de contrôle qui connaissent habituellement un surcroît d'activité dû au redémarrage des installations de combustion, l'exploitant est invité à programmer ses contrôles périodiques plus tôt dans l'année.

Il est attendu de l'exploitant qu'il communique à l'Inspection le prochain rapport de contrôle des rejets dès réception de celui-ci, et au plus tard sous 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Consommation spécifique d'énergie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2025, article 23.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique			
Prescription contrôlée :			
L'exploitant respecte le niveau de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivant :			
secteur	type de produit	unité	Niveau d'efficacité é n e r g é t i q u e (moyenne annuelle)
Revêtement et impression d'emballages métalliques	Tous les types de produits	kWh/m ² de surface revêtue	1,5
Constats :			
La prescription a été étudiée sur la base des données de l'année 2024 et des 11 premiers mois de l'année 2025.			
Au regard des consommations de gaz, d'électricité et de gaz naturel, le ratio est de l'ordre de 0,53 kWh/m ² . Les consommations de gaz et d'électricité sont suivies de près, les consommations de GNL quant à elles sont insignifiantes par rapport aux deux premières données.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 8 : Stockage et manutention des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre des MTD	
Prescription contrôlée :	
L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous :	
a) Établissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements	
b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection	
c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production	
d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage	
e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage	
f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques	
g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques	

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection des installations classées ne s'est pas penchée en salle sur le plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements (point a).

Lors de la visite des installations, il a cependant été constaté que :

- le stockage des produits s'effectue sur un sol imperméable et formant rétention
- les stockages de matières dangereuses sont limités dans les zones de production
- les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les risques de fuites et de déversement accidentels : stockages sur rétention, présence d'absorbants à proximité, utilisation des produits par des cannes d'aspiration (et non soutirage par le bas de la cuve).

De plus, il n'y a pas de livraison vrac, seuls de fûts ou IBC sont utilisés.

Les techniques énumérées b) à g) sont ainsi mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emissions lors d'OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous :

a) Détermination des équipements critiques

(description : Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).

b) Inspection, maintenance et surveillance

(description : Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.)

Constats :

S'agissant du point a), les seuls équipements critiques identifiés par l'exploitant sont les dispositifs de traitement thermique des COV.

S'agissant de la maintenance préventive des dispositifs de traitement thermique, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments de réponse précis le jour de la visite d'inspection.

Des éléments complémentaires ont été adressés par message électronique du 16 décembre 2025 ; il s'agit de rapports d'intervention d'une entreprise spécialisée dans l'entretien et la maintenance de chaudières et brûleurs industriels, établis lors de la révision annuelle des installations.

Ces rapport sont datés :

- du 24/12/2024 pour l'installation V02, suite à intervention du 25/11/2024 au 06/12/2024,
- du 31/05/2024 pour l'installation V06, suite à intervention du 22/05/2024 au 31/05/2024,
- du 28/02/2024 pour l'installation V09, suite à intervention du 29/01/2024 au 08/02/2024.

- S'agissant de l'installation V02, le rapport évoque différents travaux effectués, mais pas d'anomalie majeure (si ce n'est potentiellement un problème rencontré lors du démarrage du brûleur). Cela semble sans impact sur les rejets, conformes.
- S'agissant de l'installation V06, quelques travaux ont été effectués dont la "réfection du gueulard réfractaire abîmé, avec une colle réfractaire". En outre, le rapport évoque un "oxydateur encrassé en entrée", mais "propre en sortie", ainsi qu'une céramique dégradée partiellement, "à surveiller". Une nouvelle intervention a eu lieu en juin 2025, mentionnant les divers travaux et contrôles effectués ; y subsiste la mention concernant la céramique partiellement dégradée, mais les relevés sur les paramètres NOx et CO sont conformes.
- Dans le cas de l'installation V09, des constats importants ont été réalisés ("accentuation des fissures sur plaques tubulaires de l'échangeur thermique", "apparition de fissures sur la virole entrée d'oxydateur") ; le changement d'installation est d'ores-et-déjà programmé. La nouvelle intervention de février 2025 a confirmé ces défauts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

S'agissant de l'installation V06, l'Inspection ne peut formellement établir un lien de cause à effet entre ces constats et la non-conformité des rejets relevée dans le constat n°3, mais s'interroge sur l'éventuel besoin de changer les céramiques dans l'installation.

En tout état de cause, il est attendu de l'exploitant qu'il renforce la maintenance au droit de cet équipement (cf. "maintenance régulière et non programmée" en plus des opérations de vérification annuelle actuellement réalisées) de sorte à respecter les valeurs limites d'émission applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois